

La place de Paris mobilisée

A l'occasion du Sommet pour un nouveau Pacte Financier Mondial, la Place de Paris confirme sa mobilisation pour lutter contre le réchauffement climatique, préserver la biodiversité, le bien-être social et accroître le financement de la croissance et de la décarbonation dans les pays émergents et en développement. Compte tenu de l'ampleur des besoins, les financements publics ne suffiront pas et l'augmentation des financements privés est indispensable.

La place de Paris engagée pour le financement du développement

Convaincue que la coopération est clé pour répondre aux défis du développement, Paris EUROPLACE développe depuis plusieurs années des partenariats avec des acteurs de premier plan du financement en Afrique, notamment avec la Banque Africaine de Développement, la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) et avec plusieurs places financières africaines. De nombreuses initiatives ont été menées dans ce cadre, parmi lesquelles la mise en place de l'AfricaFinlab ou de l'Observatoire de la finance africaine, et la publication du rapport sur la désintermédiation du financement des entreprises en Afrique.

Le financement des infrastructures figure, également, parmi les priorités identifiées dans les axes de coopération de Paris Europlace en Afrique. Les infrastructures sont à la fois un accélérateur de l'émergence économique en Afrique et un moteur pour réussir la double transition, durable et numérique. Les rapports de Paris Europlace sur ces sujets soulignent la nécessité de mobiliser les investisseurs privés, domestiques et internationaux, et de renforcer les capacités administratives et institutionnelles des Etats, pour faire émerger des projets bancables. Pour répondre à ce double défi, Paris Europlace a lancé dans le cadre du Paris Infracweek, l'un des plus importants rendez-vous du financement des infrastructures en Europe, une plateforme de présentation aux investisseurs internationaux de projets d'infrastructures

de pays émergents et notamment d'Afrique. En parallèle, Paris Europlace a lancé avec l'IFC (Banque Mondiale), un programme de renforcement des capacités, «Marché des Capitaux pour une Finance Durable et Inclusive, IFC-Europlace-Dauphine» qui vise à renforcer les capacités de hauts cadres de la fonction publique africaine en matière de finance et de financement.

La place de Paris a ainsi identifié l'importance de réorienter les capitaux du Nord vers le Sud et d'encourager davantage l'investissement privé. L'IFD (précédemment Finance For Tomorrow) a publié, en ce sens, en 2021, une [«Cartographie des acteurs français pour le financement du développement»](#) qui présente 40 acteurs clés de l'écosystème en France ainsi que leur positionnement dans le cycle de vie d'un projet d'infrastructure durable dans un pays en développement. Si cette cartographie démontre que la place financière de Paris rassemble l'ensemble des acteurs de la chaîne de développement de projets d'infrastructures dans des pays émergents, elle résume également les freins rencontrés et appelle à renforcer les synergies pour accélérer la transition de ces pays.

Accélérer la mobilisation du secteur financier privé

Aujourd'hui, le financement de la croissance et de la transition climatique dans les pays en développement nécessite encore la mobilisation de moyens considérables. Pour répondre à ce défi, les acteurs financiers français appellent à la mise en œuvre des solutions suivantes, conditions nécessaires pour développer la mobilisation du secteur privé :

Renforcer les facilités de financement accordées par les institutions publiques ou les organisations philanthropique pour améliorer le partage du risque des investissements destinés à la transition écologique dans les pays émergents

Pour attirer et mobiliser les investisseurs privés dans les pays émergents, **il est essentiel de renforcer le capital catalytique, qui seul permet de dé-risquer les projets à fort impact.** C'est-à-dire un financement mixte permettant d'orienter les capitaux privés vers la réalisation des objectifs de développement durable en mobilisant des fonds de source publique ou philanthropique pour attirer ces capitaux et créer des opportunités d'investissement dans les pays en développement. Les institutions publiques ou philanthropiques capables d'investir en premier dans des projets très risqués ou à faible rendement (prenant la forme de capital concessionnel, d'aide au crédit, de fonds d'assistance technique, de subventions, etc.) ont un fort pouvoir d'entraînement des acteurs privés. Le Guichet de promotion du secteur privé (PSW) de l'Association internationale de développement (IDA) mobilise des fonds et fournit un financement à long terme pour atténuer les risques d'investissements dans les pays fragiles et à faible revenu. Néanmoins, cet outil doit pouvoir servir, de façon plus large, des projets de transition climatique dans tous les pays en développement et doit être utilisé pour augmenter la participation des financiers privés, et

pas seulement les banques et institutions financières de développement. C'est pourquoi, plutôt que d'augmenter les fonds attribués au PSW, **la place de Paris soutient la création d'une nouvelle capacité de financement de ce type, une *Catalytic climate finance facility***, précisément destinée à soutenir des projets pour la transition climatique dans les pays émergents et les économies en développement en attirant à plus grande ampleur les capitaux privés. Cette facilité pourrait s'inspirer des initiatives lancées par la plateforme mondiale de financement mixte *Convergence Blended finance*. Cette nouvelle facilité, à la gouvernance multi-acteurs, apparaît comme une solution alternative de financement, qui pourrait proposer, au-delà de l'assistance technique, des fonds disponibles pour le rehaussement de crédit sous forme de tranches subordonnées ou de garanties de première perte.

Redéfinir les politiques de gestion des risques par les MDBs et DFls

Pour répondre à l'objectif commun d'aider les pays à mettre en œuvre leurs feuilles de route climat et Objectifs de développement durables (ODDs), les Banques de développement multilatérales, régionales et nationales doivent jouer encore plus efficacement leur rôle dans l'amélioration des profils de risque en cherchant systématiquement à faire entrer des acteurs financiers privés. Dans ce contexte, nous suggérons l'utilisation d'indicateurs de performance liés à la subsidiarité et à la complémentarité des financements de ces institutions avec le secteur privé, comme par exemple la part des transactions n'impliquant aucun acteur financier privé, la part des transactions où les financiers privés représentent plus de 50% du montant des financements ou encore la part du montant fourni par les financiers privés en collaboration avec une MDB/DFI par rapport au montant financé par cette dernière sur une année donnée.

Ouvrir à tous les acteurs l'accès aux données de la plateforme GEMs

L'accessibilité à tous les acteurs de l'historique des données de performance en matière de crédit est indispensable pour faciliter les financements privés dans les pays émergents et les économies en développement. Comme proposé dans les travaux préparatoires du Sommet, **il est urgent de rendre immédiatement disponible la base de données sur les financements publics dans les marchés émergents – Global Emerging Markets (GEMs) Risk Database Consortium** – gérée par un large consortium de banques de développement. Le partage des données à l'ensemble des acteurs privés, quels que soit leur taille et leur secteur, est déterminant pour une meilleure appréciation des risques dans les pays en développement et pour permettre la montée en compétence des analystes qui travaillent sur la situation économique et l'état des marchés dans ces pays. Cette accessibilité permettrait également d'améliorer la qualité des notations des pays à faible revenu mais dont le track record de paiement est pourtant positif. Cet outil, s'il est ouvert à tous, permettrait de jouer un rôle essentiel dans notre effort commun de mobilisation du secteur privé pour le financement de projets dans les pays émergents ou en développement.

Renforcer les capacités locales pour sourcer les deals et effectuer des dues diligences dans les pays en développement

Les fonctionnaires des pays en voie de développement n'ont souvent pas les connaissances et/ou l'expérience nécessaire pour concevoir et exécuter des projets d'infrastructures complexes et en analyser tous les impacts. De même, les investisseurs institutionnels des pays émergents n'ont pas tous l'expertise ni les équipes pour sourcer les deals et effectuer les dues diligences. Ces acteurs ont besoin d'intermédiaires crédibles et compétents, qu'il s'agisse de fonds solides avec des garanties crédibles ou des banques proposant des véhicules de financement mixtes. Pour ce faire, nous soutenons deux types d'actions: **d'une part, initier un travail de cartographie et de recensement des acteurs de terrain à accompagner, d'autre part, renforcer les programmes de formation** comme, par exemple, le programme Marchés de Capitaux (IFC-Europlace-Dauphine) lancé lors du Paris InfraWeek en 2021 et le programme AIFP (Africa Infrastructure Fellowship Program), initiés et financés par des acteurs privés. Le soutien financier public à ces programmes, aujourd'hui financés par le secteur privé, est indispensable pour massifier ces programmes, en démultiplier les impacts et les retombées économiques pour la France, en créant les conditions d'émergence de projets rentables sur lesquels les acteurs industriels et financiers pourront se positionner.

Développer un «marché Nature» volontaire et rigoureux

La Place de Paris appelle de ses vœux la définition d'un cadre de marché pour les crédits carbone à haute valeur environnementale et sociale et le développement d'un marché volontaire de certificats biodiversité ou contributions positives pour la nature et l'homme, et l'adoption, au niveau international, d'une définition consensuelle de ces certificats biodiversité/biocredits/contributions positives.

Des discussions officielles ont commencé récemment à l'échelle internationale, qui doivent rassembler l'ensemble des acteurs publics et privés qui réfléchissent à la structuration de pareil marché, afin de définir le cadre ambitieux et robuste dans lequel s'inscrira l'émergence de ce «marché Nature» et qui devrait être intégré dans la séquence éviter-réduire-compenser (ERC) et en application des principes du SBTN (Science Based Target Network for nature).

En parallèle de la création d'un nouveau marché volontaire lié à la biodiversité, il est aussi très important que la place de Paris participe activement au développement de l'usage des marchés de capitaux pour diriger les investissements substantiels vers des projets de conservation dans les pays émergents, notamment via des émissions obligataires souveraines rehaussés (Debt for Nature Swaps NBS). L'éco-système financier français doit s'organiser pour pouvoir soutenir efficacement tout projet de type Solution Fondée sur la Nature conçu en maximisant les éco-bénéfices pour la biodiversité et pour les communautés locales.

Création d'un forum d'acteurs engagés au sein de l'Institut de la finance durable, pour concrétiser l'accroissement de la mobilisation du secteur privé et contribuer au «Dialogue de Paris»

Pour favoriser la collaboration et l'accélération des financements privés vers les pays en développement et émergents, la place de Paris a décidé de créer, au sein de l'Institut de la Finance durable (IFD), un forum dédié rassemblant l'ensemble des parties prenantes.

Une approche d'écosystème, associant l'ensemble des parties prenantes – banques publiques de développement, banques, gérants de fonds d'investissements, investisseurs institutionnels, agences de notation, programmes de formation, pouvoirs publics, agences territoriales, consultants... –, est indispensable pour mettre en place les bonnes incitations et agir de manière collective et cohérente. L'Institut de la finance durable est, en France, le lieu rassemblant cet écosystème. C'est pourquoi la place propose d'y loger ce forum «finance climat, biodiversité et développement».

Ce forum dédié, interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, s'inscrit pleinement dans le cadre du Dialogue de Paris sur les solutions de développement durable proposé par les institutions internationales résidant à Paris. Il permettra de favoriser la fluidité et la rapidité de mise en œuvre des initiatives existantes, de renforcer les initiatives de financements mixtes («blended-finance») en engageant une réflexion collective sur les mécanismes les plus incitatifs pour catalyser les financements du secteur privé grâce à l'aide publique au développement et participer ainsi à la réorientation des flux vers les pays en développement pour financer la transition écologique.

Les objectifs principaux de cet écosystème pourraient être :

- ▶ L'optimisation de l'utilisation des fonds publics en faveur du développement par un accès direct à ce capital catalytique pour les banques et investisseurs privés et par le suivi effectif des KPIs de mobilisation des investisseurs privés pour toutes les MDBs et DFIs recevant des fonds publics français
- ▶ La mutualisation des ressources de la place financière Française par le partage des informations, recherches économiques, track record etc, afin de créer une véritable coopération qui rendra le secteur financier français plus efficace, effectif et compétitif.
- ▶ La massification des initiatives existantes pour former plus de professionnels et décisionnaires dans les pays en développement afin de créer les conditions nécessaires à la conception de projets bancables et durables (Ministères, bureaux d'études) et à la montée en puissance des investisseurs à long terme locaux (fonds de pensions, fonds souverains, assureurs.) dans le financement en devises locales de ces projets d'infrastructures nationaux
- ▶ La mise en place d'indicateurs de suivi des financements de la place à destination des pays en développement et émergents.